MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 12 au 19 novembre 2026

English summary

Southern Africa

- *The African Development Bank raises its regional growth forecasts to 2.8% in 2026 (+0.7 percentage points) and 3.0% in 2027 (+0.3 percentage points).*

South Africa

- *Inflation rises sharply in October to 5.2% year-on-year, driven by higher fuel prices.*
- *The private sector is showing an interest in passenger rail transport*
- *Sasol is partnering with the Danish company Topsoe to produce sustainable aviation fuel (e-SAF) in Sweden*
- *Eskom continues its recovery: 68.2 per cent of its power stations are operational, and the country has gone 546 days without load shedding*
- *Eskom brings together independent power producers to speed up grid connections*

Angola

- *The National Bank of Angola cuts its policy rate again (-0,75 pt), bringing it to its lowest level since 2016 (14 %).*
- *BAI becomes the first Angolan company to list financial securities on an international stock exchange.*
- *Transafrica and Sonangol sign a memorandum of understanding for the development of the Soyo refinery.*

Botswana

- *At 7.6 % year-on-year, inflation continues to decline in October but remains above the central bank's target range.*
- *France and Botswana sign the Paris Declaration on Natural Diamonds*

Mozambique

- *The Abu Dhabi Fund for Development is to invest US$500 million in Mozambique*
- *Sasol and ENH are exploring plans for a new gas terminal at Inhassoro-Beira*

Namibia

- *Fitch affirms Namibia's sovereign rating at BB- with a stable outlook.*
- *British firm BP and Qatari firm Qatar Energy acquire oil licences*

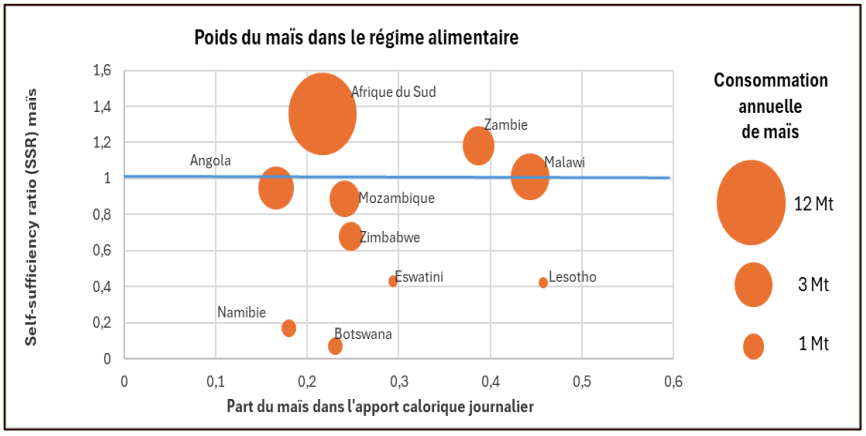
L'arrivée d'El Niño en Afrique australe menace le secteur agricole malgré une bonne saison 2025-2026

Alors que l'Afrique australe se remet tout juste de la sécheresse historique du précédent épisode El Niño 2023/24, de nouvelles perturbations sont attendues dès le mois de novembre 2026 *et devraient se prolonger jusqu'en mars 2027. Ce nouvel épisode El Niño devrait avoir des effets sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire. Selon les premières estimations de la Banque africaine de développement, ces effets pourraient coûter 1 à 2 points de croissance pour les pays les plus touchés. Les récoltes records de maïs en 2025/26 devraient néanmoins atténuer les effets de cette crise.*

Un épisode El Niño plus fort avec des effets sur le secteur agricole et la sécurité alimentaire. *Les indicateurs agro-climatiques anticipent des précipitations en deçà des moyennes de saisons et un risque de 90 % que l'Afrique australe soit touchée par un "super" El Nino à partir de novembre 2026. Celui de 2023-24 avait particulièrement marqué la région, qui avait connu sa pire sécheresse depuis plus d'un siècle : 60 millions de personnes avaient été touchées, dont 6 millions d'entre elles plongées dans l'insécurité alimentaire. Le secteur agricole ne sera pas épargné cette année : la production de maïs, céréale la plus consommée en Afrique australe, sera particulièrement touchée, comme cela avait été le cas en 2023-24, avec près de 50 % de perte des cultures en Zambie ; lors de la sécheresse de 2015/16, l'Eswatini comptait 80 000 pertes de bétail. Ces effets seront néanmoins différenciés selon les zones, avec une insécurité alimentaire plus prononcée dans les zones rurales, dépendantes de l'agriculture de subsistance.*

La situation internationale et le contexte sanitaire régional amplifieront ces effets. *Les perturbations sur le détroit d'Ormuz et leurs conséquences sur les prix des intrants affectent déjà la production de blé d'août à septembre 2026 au Malawi, au Mozambique, en Zambie et en Angola. En anticipation des effets El Niño, plusieurs témoignages rapportent des substitutions de semis de maïs au profit de cultures plus résistantes comme le sorgho. La crise de la fièvre aphteuse qui touche la région a rendu difficile les exportations de viande et d'animaux vivants, rendant les pays vulnérables à la dégradation des pâturages avec un risque de forte mortalité du bétail à terme.*

Des récoltes records qui pourraient atténuer ces effets. *La vulnérabilité des pays dépend également des habitudes alimentaires locales : des pays comme le Lesotho, le Zimbabwe et l'Eswatini, fortement consommateurs de maïs mais non autosuffisants dans leur production seront plus à risque que des pays exportateurs nets de la céréale comme l'Afrique du Sud et la Zambie. Les foyers dépendants de l'agriculture de subsistance seront par ailleurs plus vulnérables (comme en Zambie, au Malawi, et au Mozambique). Cependant, la disponibilité régionale en maïs (due aux récoltes records de l'Afrique du Sud et de la Zambie avec respectivement 17,7 Mt et 4,9 Mt de maïs) garantit des stocks plus importants que ceux de 2023/24.*



Sommaire :

Afrique australe

- La Banque africaine de développement relève ses prévisions de croissance pour la région à 2,8 % en 2026 (+0,7 point) et à 3,0 % en 2027 (+0,3 point)

Afrique du Sud

- L'inflation progresse fortement en octobre, à 5,2 % en glissement annuel, portée par la hausse des prix des carburants
- Le secteur privé manifeste son intérêt pour le transport ferroviaire de passagers
- Sasol s'associe au danois Topsoe pour produire du carburant d'aviation durable (e-SAF) en Suède
- Eskom poursuit son redressement : 68,2 % de ses centrales sont opérationnelles et l'Afrique du Sud a connus 546 jours sans délestage
- Eskom réunit les producteurs indépendants pour accélérer les raccordements au réseau

Angola

- La Banque nationale d'Angola abaisse à nouveau son taux directeur (-0 ,75 pt), à son plus bas niveau depuis 2016 (14 %)
- La banque BAI devient la première entreprise angolaise à coter des titres financiers sur une bourse internationale
- Transafrica et Sonangol signent un accord de principe pour le développement de la raffinerie de Soyo

Botswana

- À 7,6 % en glissement annuel, L'inflation continue de diminuer en octobre mais demeure supérieure à la fourchette cible de la banque centrale
- La France et le Botswana signent la Déclaration de Paris sur les diamants naturels

Mozambique

- Le Fonds Abou Dhabi pour le Développement investira 500 M USD au Mozambique
- Sasol et ENH étudient un nouveau terminal gazier à Inhassoro-Beira

Namibie

- Fitch maintient la note souveraine à BB- avec une perspective stable
- Le britannique BP et le qatarien Qatar Energy acquièrent des licences pétrolières

Afrique australe

La Banque africaine de développement revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour la région

Dans son rapport sur les performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) anticipe une croissance de 2,8 % en Afrique australe en 2026 et de 3,0 % en 2027. Ces projections dépassent celles effectuées en mai de 0,7 point pour 2026 et de 0,3 point pour 2027. L'amélioration des perspectives régionales tient principalement à l'Angola, dont la prévision de croissance pour 2026 a doublé, passant de 2,9 % à 5,8 %, en raison d'investissements dans l'industrie et les infrastructures de transport, qui favorisent notamment l'exploitation des terres rares et les activités minières hors diamant. La prévision de la BAD pour l'Angola dépasse désormais de plus d'un point celles du FMI (4,4 %) et de la Banque mondiale (4,5 %), publiées en octobre.

La BAD relève également ses prévisions de croissance pour 2026 au Botswana (2,4 %, +1,2 %), en Eswatini (5,0 %, +1 point), au Zimbabwe (4,8 %, +0,5 point) et au Lesotho (1,2 %, +0,5 point). Au Botswana, sa prévision reste toutefois inférieure à celles du gouvernement (3,8 %), du FMI (4,4 %) et de la Banque mondiale (3,4 %). La BAD anticipe par ailleurs une évolution plus favorable des autres indicateurs macroéconomiques régionaux. L'inflation s'établirait à 6,6 % en moyenne en 2026, contre 8,4 % prévus en mai, tandis que les déficits public (3,7 % du PIB) et courant (1,6 % du PIB) seraient moins élevés qu'attendu.

Malgré cette amélioration, l'Afrique australe afficherait toujours la croissance la plus faible du continent, dont la moyenne atteindrait 4,6 % en 2026. La région reste par ailleurs particulièrement exposée aux aléas climatiques, la BAD estimant qu'un « super El Niño », hautement probable d'ici la fin de l'année, pourrait réduire la production agricole, augmenter les prix alimentaires et aggraver les déficits commerciaux. Le dernier épisode, en 2023-2024, avait provoqué la pire sécheresse de la région depuis plus d'un siècle, avec des pertes agricoles évaluées à 1,93 Md USD par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Afrique du Sud

L'inflation progresse fortement en octobre, à 5,2 % en glissement annuel, portée par la hausse des prix des carburants

Selon les données publiées par l'agence nationale de statistiques, l'inflation a atteint 5,2 % en g.a. en octobre, après 4,5 % en septembre. Le taux d'inflation continue ainsi de s'écarter de la cible de 3 ±1 % de la banque centrale (SARB) et se situe désormais à son plus haut niveau depuis début 2024.

Sous l'effet de la forte hausse des prix des carburants (+11,8 % sur un mois et +42,9 % en g.a.), les prix des transports ont progressé de 15,2 % en g.a., contribuant largement à l'accélération de l'inflation. Le logement (+5,2 %) ainsi que les assurances et services financiers (+5,3 %) constituent les deux autres principaux postes contributeurs. L'augmentation des prix alimentaires demeure plus modérée (+1,4 %). L'inflation sous-jacente (hors carburants, alimentation et énergie) remonte également, à 4,2 %, contre 4,0 % en septembre.

Malgré cette dynamique, le comité de politique monétaire de la SARB du 19 novembre a décidé de maintenir son taux

directeur à 7,25 %, après l'avoir relevé de 25 points de base en septembre.

Le secteur privé manifeste son intérêt pour le transport ferroviaire de passagers

Le 15 novembre, le ministère sud-africain des Transports a annoncé avoir reçu 144 propositions de 133 organisations issues de 12 pays, en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt lancé en octobre 2025. L'objectif était d'évaluer l'intérêt du secteur privé pour moderniser les infrastructures ferroviaires pour le transport de passagers, en complément du renouvellement du parc de trains de l'opérateur public Prasa.

Les entreprises et investisseurs se disent prêts à apporter des capitaux, des technologies et une expertise, sous réserve de partenariats public-privé clairement structurés. Ils soulignent les risques liés à l'état des infrastructures, la longue durée de retour sur investissement et la dimension sociale du transport ferroviaire. À 92 %, les répondants soutiennent une approche progressive : développer d'abord le rail régional rapide (RRT), avant d'envisager le train à grande vitesse (HSR). Le ministère va désormais analyser les propositions et définir les prochaines étapes du programme de modernisation.

Pour rappel, le réseau ferroviaire sud-africain est affecté par le vieillissement des infrastructures et les actes de vandalisme (e.g. vols de câbles). Si le nombre annuel de voyages sur le réseau de Prasa est passé de 39,4 millions en 2023-2024 à 77 millions en 2024-2025, il reste en-deçà du niveau de 2015-2016, estimé à 519 millions de voyages annuels. Le gouvernement vise entre 250 et 450 millions de voyages annuels à moyen terme, puis 600 millions d'ici 2030.

Sasol s'associe au danois Topsoe pour produire du carburant d'aviation durable (e-SAF) en Suède

Le 12 novembre, le groupe sud-africain de produits chimiques et d'énergie Sasol et le fournisseur danois de technologies de conversion Topsoe ont été retenus comme fournisseurs de technologies pour le futur projet Alby PtX, en Suède. Cette usine, développée par le producteur norvégien d'e-SAF Norsk e-Fuel et le gestionnaire d'actifs allemand Prime Capital, devra produire environ 66 000 tonnes par an de carburant d'aviation durable synthétique (e-SAF), destiné aux marchés de l'Union européenne (UE) et du Royaume-Uni.

Sasol fournira son procédé Fischer-Tropsch à basse température (LTFT). Il s'agit d'une technologie qui transforme un gaz de synthèse — produit notamment à partir d'hydrogène et de monoxyde de carbone issus de sources renouvelables — en carburants liquides, dont le carburant d'aviation durable. Cette sélection illustre l'ouverture d'un marché, alors que le règlement européen ReFuelEU Aviation impose depuis 2025 l'utilisation d'une part minimale de 2 % de carburants d'aviation durables dans les aéroports de l'UE, qui doit progressivement augmenter pour atteindre 70 % en 2050.

Sasol développe également ses capacités en Afrique du Sud. La raffinerie Natref, située à Sasolburg (province du Free State), a obtenu en avril 2026 la certification internationale ISCC Plus, délivrée par l'organisme allemand TÜV SÜD, pour produire du carburant d'aviation durable à partir d'huiles de cuisson usagées et d'huiles végétales. La production devrait croître de 1-2 millions de litres de carburant durable en 2026, à 16 millions en 2027 et 100 millions de litres en 2030.

Eskom poursuit son redressement : 68,2 % de ses centrales sont

opérationnelles et l'Afrique du Sud a connu 546 jours sans délestage

Eskom a annoncé le 13 novembre un facteur de disponibilité de son parc de production (EAF) de 68,2 % depuis le début de l'exercice financier, contre 63,43 % sur la période comparable précédente. Il s'agit du meilleur niveau atteint à pareille époque depuis six ans. Environ 6 527 MW de capacités ont été récupérés depuis le lancement du *Generation Recovery Plan* en mars 2023. Les délestages non planifiés ont reculé de 6,21 % sur un an, soit environ 2 789 MW de capacités retournées au réseau.

L'amélioration se traduit par une nette baisse du recours au diesel (-84% en un an). Les dépenses de diesel ont diminué de 78,96 %, (253,72 M EUR contre 321, 6 M EUR, un an plus tôt). Eskom disposerait désormais d'environ 6 933 MW de capacités disponibles au-delà de la demande actuelle. Le pays comptabilisait par ailleurs 546 jours consécutifs sans délestage soit 1 an et 6 mois, depuis le 16 mai 2025.

La priorité d'Eskom devient la consolidation de ces performances et la réduction des coûts structurels. L'entreprise vise désormais l'élimination complète des réductions ciblées d'alimentation électrique (*load reduction*), mesures de protection du réseau dans les zones touchées par les raccordements illégaux, d'ici mars 2027, dans un contexte de pressions persistantes sur ses finances et son endettement.

Eskom réunit les producteurs indépendants pour accélérer les raccordements au réseau

Eskom a organisé les 12 et 13 novembre 2026 sa quatrième conférence annuelle consacrée aux producteurs indépendants d'électricité (IPP), sous le thème « Forum Reform to Resilience, Powering a Just Energy Future ». Coordonnée par la *Grid Access Unit* d'Eskom Distribution, la rencontre a réuni Eskom Distribution, la société nationale de transport d'électricité (NTCSA) et les producteurs indépendants pour notamment examiner les contraintes de capacité du réseau, optimiser l'utilisation des infrastructures existantes et identifier les opportunités de développement du réseau.

Les échanges ont porté sur les plans de développement du réseau d'Eskom Distribution et de la NTCSA, afin d'aligner les investissements d'infrastructure sur les projets en attente de raccordement,

L'accès au réseau demeure le principal facteur limitant le déploiement de nouvelles capacités de production, la marge de capacité redevenue disponible côté production appelant désormais des investissements complémentaires dans le transport et la distribution.

Angola

La Banque nationale d'Angola abaisse à nouveau son taux directeur (-0,75 pt), à son plus bas niveau depuis 2016 (14 %).

Lors de sa dernière réunion de l'année 2026, le Comité de politique monétaire de la Banque nationale d'Angola a décidé d'abaisser son taux directeur de 0,75 point, à 14 %. Il s'agit de la quatrième baisse consécutive de l'année, le taux étant passé de 17,5 % en mai 2026 à 14 % actuellement. Le taux directeur n'avait pas été porté à un niveau si bas depuis juin 2016.

Cet assouplissement monétaire s'inscrit dans un contexte de net ralentissement de l'inflation, qui s'est établie à 8,2 % en octobre, contre 14,5 % en janvier, et de perspectives macroéconomiques jugées

favorables par la BNA pour les prochains mois.

La BAI devient la première entreprise angolaise à coter des titres financiers sur une bourse internationale

La banque angolaise BAI (Banco Angolano de Investimentos) a fait admettre ses obligations durables à la Bourse de Luxembourg, sur la Luxembourg Green Exchange (LGX), une plateforme dédiée à la finance durable. La cotation concerne des obligations à taux fixe (coupon de 17 %) d'une maturité de trois ans, libellées en kwanzas, et émises en Angola en août 2026 ; la BAI avait ainsi levé 57,5 Md AOA, soit environ 56 M EUR. Cette initiative renforce la visibilité et la crédibilité du marché des capitaux angolais auprès des investisseurs internationaux.

Transafrica et Sonangol signent un accord de principe pour le développement de la raffinerie de Soyo

Le groupe singapourien Transafrica, par l'intermédiaire de son fonds d'investissement Transafrica Fund I, et Sonangol ont signé un accord de principe pour le développement du projet pétrochimique dans la province du Zaïre. Ce projet comprend notamment la construction de la raffinerie de Soyo, destinée à produire, dans un premier temps, 20 000 b/j de produits raffinés à partir de brut angolais. À long terme, l'objectif affiché est de transformer le complexe de Soyo en un parc pétrochimique intégré, sur le modèle de l'île de Jurong à Singapour, et de porter la capacité de production à 110 000 b/j. Le projet a connu plusieurs retards liés à son financement.

Botswana

À 7,6 % en glissement annuel, l'inflation continue de diminuer en octobre mais demeure supérieure à la fourchette cible de la banque centrale

Selon l'agence nationale de statistiques, l'inflation s'est établie à 7,6 % en glissement annuel (g.a.) en octobre, après 7,8 % en septembre. Elle recule ainsi pour le quatrième mois consécutif depuis le pic de 10,7 % atteint en mai et juin, à la suite de la forte hausse des prix des carburants intervenue fin mars. L'inflation reste toutefois nettement supérieure à la fourchette cible de 3 à 6 % de la banque centrale du Botswana.

Plus de la moitié du taux d'inflation enregistré en octobre s'explique par l'augmentation des prix des transports (+14,7 % en g.a.), alimentée par le renchérissement de l'utilisation des véhicules personnels, qui inclut les carburants (+17,4 %), et des services de transport (+16,6 %). Les autres principaux postes contributeurs sont le logement, l'eau et l'énergie (+4,7 %) ainsi que l'alimentation (+4,2 %). L'inflation sous-jacente s'établit à 7,2 %, en baisse de 0,2 point par rapport à septembre. Hors tarifs réglementés (carburants, électricité et transports publics notamment), elle atteint 5,0 %, en baisse de 0,3 point.

La banque centrale, qui a maintenu son taux directeur à 5,5 % le 29 octobre, anticipe une inflation moyenne de 8,1 % en 2026 et de 5,4 % en 2027. Elle ne prévoit pas de retour de l'inflation dans sa fourchette cible avant le deuxième trimestre 2027.

La France et le Botswana signent la Déclaration de Paris sur les diamants naturels

Le 10 novembre, en marge du Forum de Paris sur la Paix, la France et le Botswana ont signé la Déclaration de Paris sur les

diamants naturels qui appelle à renforcer la transparence sur l'origine et la traçabilité de ces pierres. La déclaration insiste sur la nécessité de distinguer clairement les diamants naturels des diamants synthétiques, produits en laboratoire, et appelle à l'application des réglementations existantes. Un groupe de travail associant la France, le Botswana et le secteur privé est envisagé, et pourrait produire un premier rapport d'avancement en 2027.

L'objectif est de garantir une information fiable aux consommateurs et de préserver la valeur des pierres extraites, au regard de leur poids économique dans les pays producteurs. Pour rappel, le diamant naturel est un pilier de l'économie botswanaise : en 2025, il représentait 72,5% des exportations de biens du pays, pour une valeur de 53,9 Md BWP (environ 3,48 Md EUR), selon la Banque du Botswana.

Mozambique

Le Fonds Abou Dhabi pour le Développement investira 500 M USD au Mozambique

Le 16 novembre, le Fonds Abou Dhabi pour le Développement (ADFD) a signé son premier accord de coopération avec l'État mozambicain, afin de soutenir le développement socio-économique au Mozambique à hauteur de 500 M USD. L'accord a été paraphé par Mohammed Saif Al Suwaidi, directeur général de l'ADFD, et Basílio Zefanias Muhate, ministre de l'Économie mozambicain, en présence du président mozambicain Daniel Chapo et du ministre du Commerce émirati, Dr. Thani bin Ahmed Al Zeyoudi.

Ce partenariat permet au Mozambique de devenir le 109ème pays partenaire du fonds émirati et le 43ème sur le continent africain, où l'ADFD a déjà engagé près de 9,6 Md USD depuis sa création en 1971. Le Mozambique rejoint ainsi les pays d'Afrique australe déjà soutenus par le fonds, tels que l'Angola, le Lesotho, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe (e.g. projets énergétiques et de transport). Le Mozambique bénéficiera d'un accompagnement dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, du tourisme et des infrastructures.

Sasol et ENH étudient un nouveau terminal gazier à Inhassoro-Beira

Le 11 novembre, le groupe sud-africain Sasol et la société publique mozambicaine Empresa Nacional de Hidrocarbonetos (ENH) ont signé un protocole d'accord pour initier des études de faisabilité concernant un terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) dans la zone d'Inhassoro-Beira. Le projet, estimé à environ 215 M EUR, prévoirait la construction d'une unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) dans la province d'Inhambane, ainsi qu'un gazoduc d'environ 135 km vers les principales zones de consommation du sud du pays. Le GNL pourrait également être acheminé par voie maritime vers Beira. La mise en service serait envisagée entre 2030 et 2031.

L'initiative vise à préparer le renouvellement des capacités de production de GNL du Mozambique, alors que les champs terrestres de Pande et Temane, exploités par Sasol, devraient être épuisés vers 2030. Ces gisements alimentent notamment les consommateurs industriels sud-africains via le réseau de la *Republic of Mozambique Pipeline Company (ROMPCO)*, faisant de la continuité des livraisons un enjeu bilatéral majeur.

Pour rappel, de nombreux projets de production de GNL sont en cours ou à l'étude dans le bassin de Rovuma : Coral North d'Eni projette une mise en production en 2028, Mozambique LNG de TotalEnergies projette une mise en production en 2029 et Rovuma LNG

d'ExxonMobil devrait faire l'objet d'une décision finale d'investissement d'ici la fin de l'année 2026. Par ailleurs, le projet de terminal d'importation de GNL de Beluluane Gas Company au port de Matola devrait faire l'objet d'une clôture financière d'ici la fin de l'année 2027.

Namibie

Fitch maintient la note souveraine à BB- avec une perspective stable

Le 13 novembre, Fitch a confirmé la note de défaut émetteur à long terme de la Namibie à BB-, assortie d'une perspective stable. L'agence souligne la qualité du cadre institutionnel namibien, ainsi que le poids du secteur financier non bancaire, qui facilite le financement de l'État sur le marché intérieur. Ces atouts sont toutefois contrebalancés par la fragilité des finances publiques. Selon Fitch, le déficit budgétaire devrait s'établir à 5,8 % du PIB sur l'exercice 2026/27 et la dette publique à 66 % du PIB, des niveaux nettement supérieurs aux médianes des pays notés BB (respectivement 3,3 % et 52 %). La croissance accélérerait à 2,1 % en 2026, après 1,7 % en 2025, mais resterait inférieure à la médiane des pays de même catégorie (3,5 %).

La note de Fitch reste supérieure d'un cran à celle de Moody's (B1), toutefois assortie d'une perspective positive depuis avril 2024, en raison de l'amélioration attendue de la situation des finances publiques ainsi que des perspectives de croissance, notamment liées aux hydrocarbures. S&P ne note pas le souverain namibien.

La Namibie bénéficiait auparavant d'une notation « *Investment Grade* » (soit supérieure à BBB-), obtenue en 2005 auprès de Fitch puis en 2011 auprès de Moody's. Les deux agences ont fait passer le pays en catégorie spéculative en 2017, sur fond de détérioration des finances publiques. La faiblesse de la croissance, puis la crise sanitaire, ont entraîné de nouvelles dégradations jusqu'en 2022, à BB- chez Fitch et B1 chez Moody's, soit respectivement trois et quatre crans en dessous de leurs niveaux de 2016. Aucune des deux agences n'a modifié sa note depuis.

Le britannique BP et le qatarien Qatar Energy acquièrent des licences pétrolières

Le 9 novembre, le ministère namibien des Industries, des Mines et de l'Énergie a officialisé le transfert de 60 % des participations du canadien Eco Atlantic Oil & Gas dans trois licences d'exploration pétrolière offshore au britannique BP. BP devient ainsi opérateur des blocs 2012A (licence PEL97, « Cooper »), 2111B et 2211A (PEL99, « Guy »), ainsi que 2211B et 2311A (PEL100, « Tamar »). Eco Atlantic conserve 25 % dans chacune des licences, tandis que la compagnie nationale Namcor détient 10 % et des partenaires locaux les 5% restants. En amont d'éventuelles décisions de forage, le consortium prévoit de retraiter les données sismiques du bloc PEL97 et d'acquérir au moins 3 000 km² de nouvelles données sismiques 3D sur les blocs PEL99 et PEL100. Les opérations devraient débuter dans les semaines à venir.

Le 9 novembre 2026, l'entreprise publique qatarienne QatarEnergy a conclu un accord pour acquérir 25 % d'une licence d'exploration pétrolière auprès de l'américain Chevron. La licence PEL82 couvre 11 444 km² au large de la Namibie, sur les blocs 2112B et 2212A, dans des profondeurs d'eau comprises entre 350 et 2 300 mètres. La transaction, dont le montant n'a pas été divulgué, reste soumise à l'approbation réglementaire, notamment du ministère namibien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie. QatarEnergy détiendra ainsi une

participation dans cinq licences en Namibie : (i) PEL 39 (bassin d'Orange) : 45 % — opérée par Shell ; (ii) PEL 56 (bassin d'Orange) : 35,25 % — opérée par TotalEnergies ; (iii) PEL 91 (bassin d'Orange) : 33,03 % — opérée par TotalEnergies ; (iv) PEL 90 (bassin d'Orange) : 27,5 % — opérée par Chevron ; et (v) PEL 82 (bassin de Walvis) : 25 % — opérée par Chevron.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques,
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
tudy.cleach@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : tudy.cleach@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr